



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

---

**Travaux de serrurerie sur des ouvrages de canaux ou  
de rivière navigables**

---

Date et heure limites de réception des offres :

**Pour le mercredi 10 juillet 2024 à 12H00**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

1 chemin Jacques-de-Baerze

CS 36229

21062 DIJON Cedex

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation .....	3
1.3 - Type et forme de contrat.....	3
1.4 - Décomposition de la consultation .....	3
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2 - Conditions de la consultation .....	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes .....	4
2.4 - Développement durable.....	4
3 - Les intervenants.....	4
3.1 - Conduite d'opération .....	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	4
3.3 - Contrôle technique .....	4
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	4
4 - Conditions relatives au contrat .....	5
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Contenu du dossier de consultation .....	5
6 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
6.1 - Documents à produire.....	6
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	7
7.1 - Transmission électronique.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7.2 - Transmission sous support papier.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
8 - Examen des candidatures et des offres.....	9
8.1 - Sélection des candidatures .....	9
8.2 - Attribution des accords-cadres .....	9
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	10
9 - Renseignements complémentaires .....	10
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	10
9.2 - Procédures de recours.....	11

**Téléchargement des pièces de consultations :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>  
**Référence :** **DTCB\_AC\_SERRURERIE**

**Important :**

Tous les documents de communication et de notification (*demandes de complément, information aux candidats non retenus, notification...*) s'effectueront par voie dématérialisée sous la forme d'un courrier par le biais de la plateforme <https://www.marchespublics.gouv.fr> . Les candidats doivent obligatoirement indiquer dans **leur Acte d'Engagement une adresse de messagerie électronique valide et consultée quotidiennement** à laquelle seront envoyés ces documents.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE), notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr), ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

## **1- Objet et étendue de la consultation**

### **1.1 - Objet**

La présente consultation porte sur les prestations suivantes :

**Accords-cadres de travaux de serrurerie sur des ouvrages de canaux ou de rivière navigables de la DTCB - 8 lots**

Lieu(x) d'exécution :

Territoire de la Direction territoriale Centre Bourgogne

La description des prestations est indiquée au CCTP de l'opération.

### **1.2 - Mode de passation**

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

### **1.3 - Type et forme de contrat**

Les accords-cadres sans minimum et avec maximum issus de la présente consultation sont conclus en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Ils donneront lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

### **1.4 - Décomposition de la consultation**

Les prestations sont réparties en 8 lots géographiques comme suit :

<b>Lot(s)</b>	<b>Désignation</b>
01	UTI Bourgogne, Sud, CEMI Ouche et Auxois
02	UTI Bourgogne, Nord, CEMI Armançon
03	UTI Nivernais-Yonne, Sud, CEMI Nièvre et CEMI Auxerre-amont
04	UTI Nivernais-Yonne, Nord, CEMI Auxerre-Aval et CEMI Confluence
05	UTI Saône Loire, CEMI de Montceau et mission Seille
06	UTI Saône Loire, CEMI de Digoïn
07	UTI Val de Loire Seine, CEMI Briare et CEMI Nemours
08	UTI Val de Loire Seine, CEMI Saint Satur et CEMI Decize

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.  
Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
44316500-3	Serrurerie
45262420-1	Travaux d'assemblage d'ossatures métalliques d'ouvrage

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires des accords-cadres.

Cependant, il sera demandé à ce que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans les pièces de chacun des accords-cadres. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. **Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.**

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.3 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont prévus pour cette opération.

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat et les délais d'exécution des différentes prestations sont fixés au CCAP et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'Acte d'Engagement.

### 4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

Les documents de consultation sont à la disposition des candidats potentiels mais restent l'entière propriété de VNF. Il est demandé aux candidats et à toute personne téléchargeant le dossier de la consultation d'assurer la confidentialité des informations contenues dans les pièces du DCE. VNF se réserve un droit d'action contre toute utilisation abusive de ces documents.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence envoyé à la publication
- Le Règlement de la Consultation (RC) et ses annexes
- Le cadre de l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- Le cadre de Bordereau des Prix Unitaires et/ou Forfaitaires de chacun des lots (BPUF)
- Le cadre de Détail Quantitatif Estimatif de chacun des lots (DQE)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes (*dossier technique*), commun à tous les lots
- La charte Environnementale de la DTCB
- Les Cerfa DC1, DC2 ainsi que le DUME

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "*Dites-le nous une fois*". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre. Cette obligation porte également sur l'ensemble des documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer les documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le (ou les) signataire(s) doit(ven)t être habilité(s) à engager le candidat.

**Attention, seule la réponse électronique est acceptée, les plis « papier » seront refusés et seront retournés à l'expéditeur. La signature électronique n'est pas obligatoire au moment de la réponse à la consultation.**

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (*lettre de candidature*) et DC2 (*déclaration du candidat*), disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME) mis à disposition dans le cadre du présent dossier de consultation des entreprises.

Les candidats fourniront à l'appui de leur candidature les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société (ou le membre du groupement éventuel) si la personne signataire n'est pas le représentant légal de la société.

En sus des pièces précitées, les candidats devront remettre les documents suivants :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
En application de l'article L2143-9 du Code de la Commande Publique, le candidat devra préciser s'il est en redressement judiciaire et produire une copie du jugement prononcé, le cas échéant
Déclaration de chiffre d'affaires reprenant le CA des 3 dernières années afin d'apprécier la capacité économique et financière du candidat
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

- Pièces de l'offre :

**Attention l'ensemble des pièces ci-dessous listées sont des éléments nécessaires à l'appréciation de l'offre. Par ailleurs, la communication des pièces ci-dessous est obligatoire sous peine d'irrégularité de l'offre.**

Libellés
<b>L'Acte d'Engagement (1 AE par lot) et ses annexes éventuelles, dûment complété, daté et signé</b>
<b>Le Bordereau des Prix Unitaires et/ou Forfaitaires (BPUF) du (ou des) lot(s) concerné(s)</b>
<b>Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du (ou des) lot(s) concerné(s) - <i>Pièce non contractuelle destinée à l'appréciation du critère prix des offres</i></b>
<b>Le mémoire technique détaillé</b> comprenant notamment les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation mise en œuvre (équipes, encadrement, matériel) de manière générale pour la réalisation de travaux multisites et pour les travaux d'urgence</li> <li>- Modes opératoires et méthodologies de réalisation des travaux</li> <li>- Dispositions en matière de sécurité, d'hygiène et de conditions de travail sur site</li> </ul>
<b>SOPAQ (Schéma organisationnel du plan d'assurance qualité) comprenant notamment :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'objet des travaux et les documents de référence,</li> <li>- L'organigramme et l'affectation des tâches de contrôle proposés pour exécuter les prestations,</li> <li>- La description de l'ensemble des dispositions que l'entrepreneur met en œuvre pour les travaux, pour assurer la qualité requise et pour tenir compte des délais d'exécution des travaux,</li> <li>- La description des procédures de contrôle qualité, notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Fonctionnement et vérification des appareils utilisés,</li> <li>* Procédures d'exécution, de contrôle et de traitement des non-conformités,</li> <li>* Moyens et procédures de rendre compte.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED), détaillant la méthodologie employée par le candidat pour l'organisation, le tri et le suivi des déchets et notamment :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets ;</li> <li>▪ Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets ;</li> <li>▪ Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.</li> </ul>

**Dans le cas d'un groupement, le candidat devra joindre les annexes relatives à la répartition et la valorisation des prestations entre cotraitants.**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

**Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.**

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> - Référence **DTCB\_AC\_SERRURERIE**

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le candidat devra vérifier l'intitulé de l'opération à laquelle il soumissionne et envoyer son pli avant les dates et heures limites. Le pli dématérialisé comprendra tous les justificatifs liés au présent Règlement de la Consultation (*candidature et offre*).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01H00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises de 09h00 à 19h00 au **01.76.64.74.07** ou à l'adresse suivante : [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com)

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB). Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « *copie de sauvegarde* », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencée avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

**VNF - Direction territoriale - Centre-Bourgogne  
Pôle commande publique  
1 chemin Jacques-de-Baerze  
CS 36229  
21062 DIJON Cedex**

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : rtf, docx, xlsx, slk, pdf, ppt, pps, dwg, dxf, jpg.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (*eIDAS*). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

**La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.**

**L'offre remise non revêtue d'une signature électronique ou bien comportant une signature électronique non conforme à la réglementation pourra être rematérialisée sous forme « papier ».**



L'entreprise susceptible d'être retenue aura 7 jours à compter de la date de réception de la demande pour retourner son Acte d'Engagement, signé par une personne habilitée à engager la société, au pouvoir adjudicateur.

## 8 - Examen des candidatures et des offres

### 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces **dans un délai maximum de 7 jours**.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 8.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. **Cette régularisation ne pourra avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante et ce, pour l'ensemble des lots de la présente consultation :

Critères	Pondération
<b>1-Valeur technique</b>	<b>70</b>
<i>1.1-Pertinence de l'organisation mise en œuvre (équipes, encadrement, matériel) de manière générale pour la réalisation de travaux multisites et pour les travaux d'urgence</i>	<b>30</b>
<i>1.2-Modes opératoires et méthodologies de réalisation des travaux</i>	<b>20</b>
<i>1.3-Pertinence des dispositions en matière de sécurité, d'hygiène et de conditions de travail sur site</i>	<b>10</b>
<i>1.4-Pertinence des procédures d'exécution et de contrôle proposées au SOPAQ</i>	<b>5</b>
<i>1.5-Qualité des procédures mises en place pour la protection de l'environnement et la gestion des déchets proposées au SOPAE/SOGED</i>	<b>5</b>
<b>2-Prix des prestations</b>	<b>30</b>

La pondération de chaque critère et sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode de calcul utilisée pour la notation du critère Prix des prestations est la suivante :

*Note de l'offre = (Montant de l'offre moins-disante / Montant de l'offre à noter) \* Base de notation*

*Montant de l'offre moins-disante = correspond au prix de l'offre la moins chère (offres anormalement basses exclues).*

*Montant de l'offre à noter = correspond au prix de l'offre à évaluer.*

*Base de notation = correspond à la note maximale pouvant être obtenue.*

Les méthodes utilisées pour la notation des autres critères sont les suivantes :

Le critère « **valeur technique** » sera évalué sur 70 points, après examen de l'offre technique et environnementale du candidat.

**La note globale sera attribuée à chaque offre en additionnant la note valeur technique "NVT" et la note prix "NP". Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.**

En cas d'égalité de la note globale entre deux candidats, le candidat le mieux placé pour le critère NVT sera classé au 1er rang.

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le RC et l'Acte d'Engagement ne sera pas pris en compte.

Concernant les prix du BPUF, dans le cas où des erreurs purement matérielles (*de multiplication, d'addition ou de report*) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

**L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.**

Par ailleurs, le maître d'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les soumissionnaires en seront alors informés par courrier

### **8.3 - Suite à donner à la consultation - Négociation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins du PA. Les négociations peuvent porter sur les caractéristiques techniques et/ou financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges.

Elles ne peuvent en aucun cas porter sur l'objet du marché, ses caractéristiques substantielles ou les critères d'attribution.

Les candidats seront saisis par voie électronique et devront répondre par écrits aux points de négociations dans le délai indiqué au courrier. Une négociation "physique" pourra également être mise en œuvre.

Les négociations seront menées dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un nouveau classement.

## **9 - Renseignements complémentaires**

### **9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.**

**Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.**

## 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Dijon  
22 Rue d'Assas  
BP 61616  
21000 DIJON CEDEX

Tél : 03 80 73 91 00

Courriel : [greffe.ta-dijon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-dijon@juradm.fr)

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

L'obtention des renseignements relatifs à l'introduction des recours se fera à la même adresse.

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- Recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n° 358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

## 10 - Utilisation des données à caractères personnels

**- Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**- Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**- Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant. L'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**- Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.